

plus longuement sur le sujet une autre fois, monsieur l'Orateur, mais je voudrais faire ressortir le caractère contradictoire, illogique et insensé de la politique économique du gouvernement, surtout en matière de chemins de fer. Nous y relevons le genre de contradictions qui, si nous avons le temps de chercher, se répètent partout au pays, à cause des programmes économiques du gouvernement, qui ont l'appui de mes amis progressistes-conservateurs, car personne n'a fait plus au cours des années pour maintenir les libéraux au pouvoir que les conservateurs.

● (1550)

M. Cosgrove: Monsieur l'Orateur, le député qui vient de parler m'a autorisé à poser une brève question.

L'Orateur suppléant (M. Corbin): Je dois dire au ministre que le député qui vient de parler a épuisé son temps de parole et qu'il ne peut lui poser sa question qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Cosgrove: Monsieur l'Orateur, si je pose cette question, c'est parce que le député a beaucoup insisté sur les investissements et le nationalisme économique. Je lui demande donc s'il soutiendrait avec le même enthousiasme les objectifs des deux principes mis de l'avant par le gouvernement, à savoir que l'Agence d'examen de l'investissement étranger doit favoriser la création d'emplois au Canada et que la Politique énergétique nationale doit viser à canadianiser le secteur de l'énergie.

M. Blaikie: Monsieur l'Orateur, je m'attendais à une question vraiment difficile. Bien sûr, nous soutenons l'objectif de la canadianisation et l'objectif premier de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, mais le fait est que cette dernière approuve pratiquement tout ce qu'on lui soumet, environ 95 p. 100 des demandes, je pense. Le Programme énergétique national était trop timide sur le plan de la canadianisation. Il visait un objectif de 50 p. 100 d'ici 1990 et même là l'initiative revenait surtout au secteur privé. Cela ne nous a donc pas beaucoup impressionnés.

Le gouvernement fait machine arrière, même pour ces timides objectifs. On sait que le premier ministre a demandé aux premiers ministres provinciaux de l'aider à affaiblir encore l'Agence d'examen de l'investissement étranger et je ne vois donc pas pourquoi le ministre me fournit cette occasion d'en dire plus sur la façon dont son parti a fait machine arrière récemment sur ces questions.

M. John Evans (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie), car je pense qu'il a présenté la position des socialistes avec la plus grande clarté. Nous savons maintenant clairement ce que pense l'aile gauche du parti de gauche et je serais très curieux de voir ce qui se passera quand ce parti

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

tiendra son congrès et que le député et certains de ses collègues discuteront des principes économiques et des programmes présentés l'autre jour par son chef. Je vais y revenir dans un instant. Il reste que certaines de ces idées et programmes d'encouragement vont tout à fait à l'encontre des idées socialistes auxquelles le député semble si attaché. Monsieur l'Orateur, le programme proposé par le chef du Nouveau parti démocratique est à mille lieues de l'éloquent discours socialiste que le député a prononcé cet après-midi. Il en est même totalement aux antipodes. Il balaie d'un seul coup toutes les idées que le NPD défend depuis des années. Si les députés ne me croient pas, qu'ils le lisent attentivement et s'ils en comprennent vraiment le sens, ils se rendront compte que j'ai raison.

Je pense, monsieur l'Orateur, que nous sommes sur la voie d'une reprise économique. Le ministre des Finances (M. Lalonde) a fait, tout au début de la reprise de la session, un discours sur l'état de l'économie tout à fait remarquable étant donné qu'il a clairement décrit la situation économique de notre pays à l'aide de chiffres et de renseignements qui sont nécessaires aux Canadiens pour comprendre les événements qui nous attendent. Il a fait cette déclaration le jour même de la reprise. On a beaucoup parlé des interventions du premier ministre avec la reprise de la session; les représentants des divers médias lui ont reproché de ne pas avoir fait des recommandations précises ou annoncé des programmes. Pour ma part, monsieur l'Orateur, je vois dans tout cela un plan d'ensemble, même si le premier ministre ou d'autres ne m'en ont pas parlé. Ce plan, pour moi, peut se décrire de la façon suivante: les trois allocutions radiodiffusées du premier ministre avaient pour but de dresser un tableau d'ensemble de la situation et de définir le cadre à l'intérieur duquel vont s'inscrire les changements que le gouvernement compte apporter à la politique et aux programmes existants, d'ici à la fin de la présente session et au cours de la prochaine session parlementaire. Leur but était de nous faire comprendre l'ensemble de la situation économique et la nécessité de s'unir pour sortir de la récession actuelle et profiter de la reprise de l'économie mondiale qui est indubitable.

Les gouvernements ne peuvent à eux seuls nous sortir du pétrin. Il leur faut la collaboration de tous les Canadiens. Ce n'est pas le genre de discours que vient de nous tenir le député socialiste qui prétend que le gouvernement devrait se débrouiller tout seul et que les Canadiens n'ont qu'à s'en remettre à lui. Je ne crois pas que cela puisse se produire ni que les Canadiens le souhaitent. Ils ne veulent assurément pas que leur gouvernement à Ottawa, qui que ce soit qui le dirige, prenne complètement et totalement leur vie en charge et décide de tout à leur place.

Nous avons vu quel genre de société est apparue, surtout chez la jeune génération, en Suède, que nous propose pour modèle le député de Winnipeg-Birds Hill.